



Arrêt

n° 225 982 du 10 septembre 2019
dans l'affaire x / V

En cause : x

ayant élu domicile : au cabinet de Maître J. WOLSEY
Avenue de la Jonction 27
1060 BRUXELLES

contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA VE CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 26 novembre 2018 par x, qui déclare être de nationalité ivoirienne, contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 25 octobre 2018.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 28 juin 2019 convoquant les parties à l'audience du 29 août 2019.

Entendu, en son rapport, B. LOUIS, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me E. DIDI loco Me J. WOLSEY, avocat, et J.F. MARCHAND, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides (ci-après dénommé le Commissaire général), qui est motivée comme suit :

« A. Faits invoqués

Selon vos déclarations, vous êtes de nationalité ivoirienne et d'ethnie bété. Vous êtes née le 30 juillet 1988. Dans votre pays, vous viviez dans le village de Kozeyo, dans la sous-préfecture de Soubré.

Le 12 avril 2011, votre père, chef de votre village, est tué par les rebelles qui l'accusent de détenir des armes et d'en distribuer à la population. Ce même jour, les rebelles tuent également votre jeune frère. Après le décès de votre père, votre famille paternelle prend la décision de donner votre mère en

mariage à l'un de vos oncles, mais cette dernière s'y oppose. Elle est alors dépouillée de tous ses biens, puis tombe ensuite malade. Vous devez ainsi, vos deux jeunes soeurs et vous-même, travailler dans des champs, afin de subvenir à vos besoins.

Le 3 août 2015, votre mère décède. Dès lors, votre oncle paternel, Rigobert, décide de vous emmener vivre chez lui, vos soeurs et vous-même.

Deux mois plus tard, le 15 octobre 2015, vos tantes paternelles vous informent de la décision de vos oncles de vous donner en mariage à [A.P.], habitant du village voisin de Keukeuré. Après deux semaines, aidés par certains jeunes du village, vos oncles vous enferment dans une chambre. Pendant votre séquestration, c'est votre cousin Franck, élevé par votre père, qui vous apporte régulièrement de la nourriture. Ainsi, vous le suppliez toujours de vous aider à prendre la fuite.

Deux semaines plus tard, vous réussissez à fuir le domicile de votre oncle, aidée par Franck et par le chauffeur d'un de ses amis. Vous êtes d'abord conduite au village de Galébré, puis à Soubré où vous résidez pendant presque un mois. La personne qui vous héberge vous met en contact avec une dame qui s'engage à vous emmener en Tunisie. Vous rejoignez ensuite cette dernière dans la capitale économique, Abidjan.

Le 25 novembre 2015, munie de documents d'emprunt, vous quittez votre pays pour la Tunisie où vous êtes contrainte de travailler chez le couple qui vous accueille, afin de rembourser les frais de votre voyage. Régulièrement, vous êtes agressée sexuellement par le chef de famille. Une fois, il y associera certains de ses amis. Finalement, aidée par une dame dans une situation similaire à la vôtre, vous rejoignez la Libye. Un mois plus tard, vous arrivez en Italie où vous résidez pendant presque un an.

Le 30 juillet 2017, vous arrivez en Belgique et le 11 août 2017, vous introduisez votre demande de protection internationale auprès des autorités belges.

En cas de retour en Côte d'Ivoire, vous dites craindre des représailles de la part de votre famille paternelle du fait que vous avez refusé de vous marier à l'homme qui vous a été imposé et également du fait que vous avez abandonné la religion musulmane et priez dans une église chrétienne.

Le 26 février 2018, le CGRA vous notifie une décision de refus du statut de réfugié et refus d'octroi de la protection subsidiaire. Vous saisissez alors le Conseil du contentieux des étrangers (CCE) qui, en date du 6 juin 2018, par son arrêt n°204 930 (affaires 218 018/V), annule la décision du CGRA, à qui il renvoie le dossier afin qu'il procède à des mesures d'instruction complémentaires. Cette nouvelle instruction a consisté principalement en un examen de la crédibilité de votre mariage forcé, de votre séquestration de deux semaines, de vos craintes liées à l'assassinat de vos proches en avril 2011 et à votre conversion religieuse.

B. Motivation

Après une analyse approfondie de l'ensemble des éléments de votre dossier administratif, relevons tout d'abord que le CGRA estime, au vu de l'ensemble des éléments de votre dossier administratif, que certains besoins procéduraux spéciaux peuvent être retenus en ce qui vous concerne. Il ressort en effet de votre certificat médical et du courriel de votre conseil, envoyé au CGRA par mail le 26 septembre 2018, que vous êtes enceinte et essoufflée. Afin d'y répondre adéquatement, des mesures de soutien ont été prises en ce qui vous concerne dans le cadre du traitement de votre demande au Commissariat général, vous avez été entendue dans un local d'audition situé au rez-de-chaussée.

Par ailleurs, vous avez fait état de problèmes psychologiques et fourni à cet effet au CCE des attestations psychologiques. Lors de votre entretien personnel au CGRA le 1er octobre 2018, le CGRA n'a constaté aucune difficulté d'énonciation dans votre chef. Vous avez en effet relaté votre récit et répondu aux questions qui vous ont été posées sans difficulté. Dès lors, le CGRA a estimé que votre état psychique ne nécessitait pas de mesures de soutien spécifiques, les éléments contenus dans votre dossier ne permettant pas de conclure que la procédure ordinaire serait compromise et que des mesures de soutien s'imposeraient.

Compte tenu de ce qui précède, il peut être raisonnablement considéré, dans les circonstances présentes, que vos droits sont respectés dans le cadre de votre procédure d'asile et que vous pouvez remplir les obligations qui vous incombent

Après avoir complété l'instruction du dossier demandé par le Conseil du contentieux des étrangers (CCE), le CGRA maintient sa décision.

En effet, le CGRA n'est pas convaincu que vous avez quitté votre pays en raison d'une crainte fondée de persécution au sens défini par la Convention de Genève du 28 juillet 1951 ou en raison d'un risque réel d'encourir des atteintes graves telles que mentionnées dans la définition de la protection subsidiaire. Certains éléments importants empêchent d'ajouter foi à vos assertions.

Tout d'abord, le CGRA souligne le manque de crédibilité de vos propos relatifs à vos menaces de mariage forcé avec l'homme qui vous a été imposé par votre oncle paternel Rigobert.

Ainsi, alors que vous déclarez que votre oncle Rigobert voulait vous marier de force à [A.P.], vous n'apportez quasi aucune information sur cette personne de manière à pouvoir établir la réalité du projet de mariage forcé de votre famille paternel. En effet, invitée à parler de Philippe lors de votre entretien personnel au CGRA le 18 décembre 2017, vous vous contentez de dire que : « tout ce que mes tantes m'ont dit, c'est qu'il a deux femmes et des enfants. Le reste, je ne sais rien de lui » (voir notes d'entretien personnel du CGRA du 18 décembre 2017, page 16). De plus, hormis son nom, son ethnie et sa profession de planteur, vous vous êtes avérée incapable de préciser, son âge, le nom de ses épouses et le nombre de ses enfants. De même, alors que vous soutenez qu'il habite dans le village voisin du vôtre, à Keukeuré et que vous l'avez connu lorsque votre père était encore en vie, en précisant qu'il était venu à une réunion à votre domicile, vous ne pouvez préciser quand vous avez fait sa connaissance (ibidem, page 16 et 17). Au vu de la gravité des faits que vous invoquez et dès lors que vous affirmez que vos tantes, qui vous ont fait part de ce projet de mariage, venaient passer la journée avec vous et vous remonter le moral pendant les deux semaines qui ont suivi l'annonce de votre mariage et durant lesquelles vous êtes restée enfermée pour vous préparer au mariage (voir notes d'entretien personnel du CGRA du 1er octobre 2018, pages 8 et 12), le CGRA pouvait s'attendre raisonnablement à ce que vous apportiez plus de renseignements sur la personne à l'origine de votre fuite de la Côte d'Ivoire. Dès lors, vous ne fournissez aucun élément concret permettant de convaincre le CGRA de la réalité des faits que vous avez invoqués à l'appui de votre demande de protection internationale.

Par ailleurs, le CGRA relève qu'outre le fait que votre attitude d'opposition à votre mariage n'est pas cohérente, vous avez manifesté peu d'empressement à quitter le domicile de votre oncle Rigobert, après l'annonce de votre mariage. En effet, il est totalement invraisemblable, alors que vous prétendez avoir refusé l'union maritale avec le dénommé [A.P.], que vous n'ayez entrepris aucune démarche lorsque vos tantes vous ont annoncé ce mariage. Ainsi, lors de votre entretien personnel au CGRA le 18 décembre 2017, à la question de savoir ce que vous aviez fait depuis l'annonce de votre mariage pour tenter de vous échapper, vous vous contentez de dire que : « Quand mes tantes m'ont dit ça, c'était déjà passé puisqu'elles ne se sont pas manifestées après. C'est pourquoi je ne me suis pas échappée. Mes oncles s'étaient juste énervés quand j'ai dit que je ne voulais pas ; ils n'ont plus insisté. D'où, je ne me suis pas échappée » (sic) (notes d'entretien personnel du 18 décembre 2017, page 14). Et lors de votre entretien personnel au CGRA le 1er octobre 2018, lorsque la question de savoir si vous avez tenté de fuir avant que vous ne soyez enfermée par votre oncle Rigobert, vous a été posée, vous déclarez tout simplement que : « Non, car eux n'ont pas montré qu'ils allaient préparer quelque chose, donc, je n'ai pas eu l'idée de m'enfuir (notes d'entretien personnel du 1er octobre 2018, page 9) . De plus, alors que vous soutenez que votre père était contre le mariage forcé, que celui-ci a été chef de village pendant de longues années, que de par sa fonction de chef , il avait une certaine notoriété, il était connu, aimé de tous et avait beaucoup d'amis dans le village, il n'est pas crédible que vous n'ayez à aucun moment cherché le soutien de ses amis ou de l'aide dans votre entourage après l'annonce de votre mariage (notes d'entretien personnel du CGRA du 1er octobre 2018, pages 4, 5 et 11).

Une telle inertie est incompatible avec l'existence d'une crainte de persécution dans votre chef, d'autant plus que, vous n'avez fait état d'aucune restriction de liberté de mouvements qui vous aurait été imposée par vos oncles et vos tantes paternels avant votre séquestration de nature à vous empêcher toute initiative de fuite ou recherche d'aide. Vos explications selon lesquelles vous n'avez pas essayé de fuir du fait qu'on ne vous a plus parlé de ce mariage ou parce que vous n'avez pas pris cette menace au sérieux ne sont pas de nature à convaincre le CGRA au vu de votre contexte familial.

En effet, votre comportement est d'autant moins compréhensible que vous soutenez qu'après le décès de votre père en 2011, comme le veut la tradition, votre famille paternelle a imposé à votre mère

d'épouser un de ses frères et que, suite à son refus, votre mère s'est vue confisquer tous les biens de votre père. Vous précisez qu'après qu'on l'ait privée des biens de son mari, votre mère est tombée malade et que son état de santé s'est dégradé de jour en jour jusqu'à ce qu'elle décède le 3 août 2015. Vous soutenez également que deux mois après le décès de votre mère, le 15 octobre 2015, vos tantes vous ont annoncé votre mariage. Interrogée au sujet de ce projet de mariage, vous expliquez que dans votre coutume, à partir de 17 ans une fille doit être mariée pour faire honneur à sa famille. Vous ajoutez que, personnellement, alors que vous aviez plus de 17 ans, vous n'aviez pas été mariée de force, grâce à votre père qui considérait que vous deviez être libre de choisir votre mari (notes d'entretien personnel du 18 décembre 2017, page 13 et notes d'entretien personnel du 1er octobre 2018, page 9). Dès lors, l'absence de votre père pour vous protéger, la détermination de votre famille paternelle à respecter et appliquer vos traditions, l'hostilité qu'elle avait déjà manifestée envers votre mère suite à son refus d'épouser un des frères de votre père et le fait que vos oncles vous proposaient pour la première fois un mariage auraient dû vous inciter à agir, chercher du soutien autour de vous ou prendre la fuite dès le jour où vous avez été informée de ce projet de mariage, que vous ne vouliez pas. Votre attitude passive, face à la menace de votre oncle de vous marier de force à un homme polygame et de loin plus âgé que vous, est incompatible avec la gravité des faits que vous invoquez.

Ensuite, le CGRA relève que l'attentisme de quatre ans dont vos oncles ont fait preuve après la disparition de votre père et alors que vous étiez âgée de 27 ans, n'est nullement compatible avec leur prétendu attachement à la tradition familiale du mariage forcé des filles avant l'âge de 20 ans. En effet, vous relatez que c'est en octobre 2015 – soit à l'âge de 27 ans – que vos oncles paternels ont décidé de vous marier contre votre gré, expliquant que, d'après votre tradition familiale, les filles sont mariées avant l'âge de 20 ans, mais que vous aviez réussi à y échapper grâce à votre père qui s'y opposait (notes d'entretien personnel du CGRA du 18 décembre 2017, pages 3, 4, 12 et 13). Or, ce dernier étant décédé en 2011 et considérant que vous aviez déjà dépassé l'âge limite du mariage prescrit par votre tradition familiale, il est raisonnable de penser que vos oncles aient rapidement agi pour vous imposer un mariage en vue de vous conformer à ladite tradition à laquelle ils sont attachés. Vos explications selon lesquelles vos oncles ne vous ont pas imposé un mariage plus tôt parce qu'il voulaient que la mort de votre maman soit d'abord digérée ou parce qu'ils ne s'occupaient pas de vous lorsque votre mère était en vie ne convainquent pas le CGRA dans la mesure où vous soutenez dans le même temps que dans votre tradition familiale, les filles doivent se marier avant 20 ans (ibidem, pages 12 et 13).

Dans le même ordre d'idée, vous affirmez que votre père avait toujours été opposé à cette tradition familiale. A la question de savoir quelles dispositions il aurait prises pour éviter que ladite tradition ne soit imposée à ses trois filles s'il arrivait à décéder, vous dites qu'il n'a eu aucune idée en ce sens (ibidem, page 12), ce qui n'est pas du tout crédible dans la mesure où vous affirmez que votre père était opposé au mariage forcé.

De plus, si lors de votre entretien personnel au CGRA le 18 décembre 2017, à la question de savoir s'il y avait dans votre famille d'autres filles/femmes mariées de force, vous avez répondu par la négative (notes d'entretien personnel du CGRA du 18 décembre 2017, page 14). Lors de votre entretien personnel au CGRA le 1er octobre 2018, vous soutenez, par contre, que la fille de votre tante Thérèse à qui on avait proposé un mariage avait accepté et que celle-ci s'était mariée à un vieux (notes de l'entretien personnel du CGRA du 1er octobre 2018, page 9 et mail envoyé au CGRA le 16 octobre 2018). Il ressort clairement de l'analyse de votre dossier que vous avez changé de version pour répondre au reproche qui vous a été fait dans la décision de refus du CGRA du 23 février 2018. En effet, le CGRA relevait le fait que si vos oncles paternels n'avaient jamais imposé un mariage à l'une ou l'autre fille/femme de votre famille, il était difficilement crédible qu'ils l'aient fait pour vous ; en notant que pareil constat constituait un indice supplémentaire de nature à remettre davantage en cause la réalité de votre prétendue tradition familiale.

Pour le surplus, interrogée sur votre séquestration de deux semaines suite à votre refus de vous marier à l'homme imposé par votre oncle Rigobert, vos propos sont contradictoires, vagues et inconsistants, ce qui empêche d'y croire.

Ainsi, si lors de votre entretien personnel au CGRA le 18 décembre 2017, vous soutenez avoir été séquestrée deux semaines après que vos tantes vous aient annoncé votre mariage le 15 octobre (notes d'entretien personnel du 18 décembre 2017, page 4), lors de votre entretien personnel au CGRA le 1er octobre 2018, vous déclarez, par contre, avoir été informée de votre mariage le 15 {octobre} et séquestrée le 22 {octobre} (notes d'entretien personnel du 1er octobre 2018, page 11), soit sept jours après l'annonce de votre mariage, ce qui n'est pas du tout crédible.

En outre, invitée à relater en détail votre séquestration, vous alléguiez tout simplement que : « C'était dans la nuit, j'étais en train de dormir. Deux personnes, qui avaient été envoyées par Rigobert et ses frères Michel et Venance, sont venues me chercher. Ces personnes sont rentrées dans ma chambre, m'ont sortie de mon sommeil et m'ont emmenée ». Il vous a alors été demandé si vous avez essayé de résister, vous vous limitez à dire oui, sans aucune autre précision. Et lorsque vous êtes encouragée à en dire davantage sur votre séquestration, vous déclarez que « Ils m'ont dit que c'était pour me préparer à mon mariage. Ils sont partis m'enfermer ».

De même, invitée à décrire la chambre dans laquelle vous étiez enfermée, vous déclarez tout simplement que : « Ce sont des Béninois qui construisent chez nous. La chambre était carrée, il y avait le ciment, le lit était en bambou, un banc et un canari d'eau à boire ». Amenée à en dire davantage, vous vous limitez à déclarer que « Non, avec une toute petite fenêtre où on ne peut pas sortir ». En outre, à la question de savoir ce que vous faisiez de vos journées durant ces deux semaines de séquestration, vous déclarez que : « Je ne faisais que pleurer ». La description que vous livrez, du lieu où vous avez été séquestrée, est sommaire, et ne rend pas le sentiment de vécu attendu. En tout état de cause, le fait que vos propos soient aussi vagues et divergents sur des points aussi importants de votre récit renforce la conviction du CGRA vous n'êtes pas menacée de mariage forcé (notes de l'entretien personnel du CGRA du 1er octobre 2018, page 11).

Ensuite, vous déclarez que votre père et votre frère ont été assassinés en avril 2011 à Soubré par les rebelles, les forces pro-Ouattara (rebaptisées FRCI) . Lors de votre entretien personnel au CGRA le 18 décembre 2017, vous expliquez que votre père et votre frère ont été assassinés dans votre village par les rebelles le 12 avril 2011 dans le contexte de la crise post-électorale en Côte d'Ivoire.

Or, le CGRA relève que ces faits sont anciens. En effet, vous n'apportez aucun élément concret, précis et actuel de nature à établir que, malgré le temps qui s'est écoulé entre l'assassinat de vos proches et l'examen de votre demande de protection internationale par le CGRA, vous continuez à faire l'objet de menace de la part des personnes qui ont assassiné vos proches. En effet, après l'assassinat de votre père et de votre frère en 2011 à Soubré, vous avez encore vécu dans le même village, pendant 4 ans, jusqu'en novembre 2015 sans rencontrer de problème avec les assassins de vos proches. Le fait que vous avez vécu au même endroit montre que vous n'aviez aucune crainte de persécutions ou de subir des atteintes graves. De plus, il est à noter que votre père et votre frère ont été tués dans le contexte de la crise post-électorale en Côte d'Ivoire qui est terminée depuis sept ans maintenant. Les faits que vous décrivez ont en effet eu lieu à l'époque des tensions entre les pro-Ouattara et les pro-Gbagbo après la proclamation des résultats du second tour des élections présidentielles de 2010 en Côte d'Ivoire. Or, la nécessité d'apprécier si la crainte que vous invoquez repose sur un fondement objectif exige que le CGRA prenne en considération les changements intervenus dans votre pays d'origine entre le moment où vous l'avez quitté et le moment où il se prononce sur votre demande de protection. En effet, depuis l'arrestation de Laurent Gbagbo le 11 avril 2011 par les forces pro-Ouattara à Abidjan, les combats qui opposaient les forces pro- Ouattara et pro-Gbagbo ont cessé. Le 21 mai 2011, le président Ouattara a été investi comme président de la Côte d'Ivoire. De plus, depuis lors, la situation s'est normalisée en Côte d'Ivoire. Dès lors, au vu de l'évolution politique en Côte d'Ivoire, votre manque d'engagement politique (voir notes d'entretien personnel du 18 décembre 2017, page 6 et copie d'informations jointes au dossier administratif) et tenant compte également du temps que vous avez passé dans votre village après la mort de vos proches, le CGRA ne peut pas croire qu'en cas de retour aujourd'hui en Côte d'Ivoire, vous risquiez d'y subir des persécutions ou des atteintes graves suite à l'assassinat de vos proches en avril 2011.

S'agissant des tensions interethniques qui sévissent dans la région de Bas-Sassandra, d'où vous provenez, le CGRA relève tout d'abord que ces tensions sont liées à des conflits fonciers (voir copie d'informations jointes au dossier administratif), qui ne vous concernent pas directement.

En effet, lors de vos entretiens personnels au CGRA, vous n'avez fait état d'aucun conflit dans votre village qui concernerait directement votre famille et de nature à engendrer une crainte personnelle de persécution dans votre chef. En outre, les articles de presse que vous avez déposés devant le CCE, à savoir, un article de 2011 sur la crise post-électorale en Côte d'Ivoire, un article sur la situation sécuritaire et un rapport de 2014 sur la traite des êtres humains font référence à la situation d'insécurité générale qui a régné en Côte d'Ivoire. A ce propos, il y a lieu de souligner que la simple invocation de

violations des droits de l'homme dans votre pays, ne suffit pas à établir que tout ressortissant de ce pays a des raisons de craindre d'être persécuté ou de subir des atteintes graves au sens de la définition de la protection subsidiaire. Il vous incombe en effet lorsque vous demandez la protection internationale de démontrer in concreto que vous avez personnellement des raisons de craindre d'être persécutée ou de subir des atteintes graves au regard des informations objectives que vous apportez sur votre pays ou que vous appartenez à un groupe systématiquement exposé à une pratique de mauvais traitements. Or, tel n'est pas le cas en l'espèce.

En outre, le CGRA relève le manque de crédibilité de vos propos relatifs à votre conversion récente au christianisme. En effet, le CGRA n'est pas convaincu que vous vous êtes convertie récemment au christianisme et a plutôt la conviction que vous avez toujours été chrétienne et ce, pour plusieurs raisons.

Ainsi, vous soutenez que vous êtes issue d'une famille musulmane et que vos parents pratiquaient la religion musulmane à la maison. Vous alléguiez que votre oncle paternel Rigobert voulait vous marier de force à un musulman (notes d'entretien personnel du CGRA du 1er octobre 2018, page 5). Or, le CGRA constate que vos connaissances sur la religion musulmane sont insignifiantes, ce qui ne lui permet pas de croire que vous avez abandonné la religion musulmane, et que vous vous êtes convertie récemment au christianisme. En effet, vous ne connaissez pas les cinq piliers de l'islam, ce qui est tout à fait étonnant pour quelqu'un qui a vécu toute sa vie avec des parents musulmans pratiquants. De plus, vous ne connaissez pas le nombre de fois que les musulmans prient par jour ni les heures ni le nom des prières qu'ils récitent, alors que vous viviez avec des parents qui priaient tous les jours, ce qui n'est absolument pas crédible. Pour le surplus, hormis la tabaski et la fête du ramadan que vous énumérez comme fêtes musulmanes, vous ne pouvez en citer aucune autre. De même, vous déclarez erronément que l'appel à la prière à la mosquée est fait par l'imam lui-même et vous ne connaissez pas non plus les différentes parties du coran (voir notes d'entretien personnel du 1er octobre 2018, pages 6 et 7 et copie d'informations jointes au dossier administratif). Le fait que vous ne pratiquiez pas la religion musulmane ne peut justifier de telles lacunes tant votre méconnaissance des éléments de base de la religion musulmane est importante.

Toutefois, à supposer que vous ayez changé de religion, quod non en l'espèce, il y a lieu de relever qu'en Côte d'Ivoire la Constitution prévoit la liberté de religion, que le Gouvernement, en règle générale, respecte ce droit dans la pratique et que les relations généralement cordiales existant entre les différents groupes religieux au sein de la société contribuent à la liberté religieuse (voir documents versés au dossier administratif). Dès lors, rien ne permet de croire que les autorités ivoiriennes ne pourront vous accorder la protection en cas de retour dans votre pays, face à la menace de vos parents, suite à votre conversion religieuse.

Quant aux documents que vous déposez à l'appui de votre demande de protection internationale, ceux-ci ne sont pas de nature à rétablir la crédibilité qui fait défaut à vos déclarations.

Ainsi, les attestations de suivi psychologique datées du 22 mars 2018 et du 18 mai 2018, que vous avez déposées à l'appui de votre demande de protection internationale, ne suffissent pas à inverser l'analyse faite de votre dossier. En effet, si le CGRA ne remet pas en cause les souffrances psychologiques que vous éprouvez, bien que ces attestations les mettent en partie en relation avec les faits que vous invoquez à l'appui de votre demande de protection internationale, ces documents ne peuvent, à eux seuls, rétablir la crédibilité de votre récit et expliquer les invraisemblances et incohérences importantes relevées dans vos déclarations. En effet, le CGRA est placé dans l'incapacité de s'assurer des circonstances dans lesquelles lesdites attestations ont été rédigées et observe que l'anamnèse de ce document pour le surplus ne repose en définitive que sur vos seules affirmations dont la crédibilité est contestée, ce qui relativise fortement la force probante de ce document. Dès lors, le CGRA est convaincu que les troubles et symptômes décrits dans ces documents sont liés à des événements autres que ceux que vous avez relatés dans le cadre de votre demande de protection internationale. Par ailleurs, lors de votre entretien personnel au CGRA le 1er octobre 2018, le CGRA n'a constaté aucune difficulté d'énonciation dans votre chef, comme le mentionnent ces attestations psychologiques. Vous avez en effet relaté votre récit et répondu aux questions qui vous ont été posées sans difficulté.

Ainsi aussi, l'attestation de membre émanant du pasteur principal, [L.N.Y.] permet juste d'attester que vous êtes membre de la Communauté Internationale Evangélique Christ pour le Monde (MIECM). Elle

ne mentionne pas que vous vous êtes convertie récemment à la religion chrétienne et qu'auparavant, vous étiez musulmane.

Des lors, ces documents ne sont, par conséquent, pas de nature à rétablir la crédibilité de vos déclarations.

Finalement, le CGRA souligne que les observations que vous avez émises par courriel, le 16 octobre 2018, concernant les notes d'entretien personnel du 1er octobre 2018, ne peuvent suffire, à elles seules, à renverser le sens de cette analyse. En effet, vous vous limitez à apporter des précisions ou des modifications sur le lieu de résidence du mari de votre cousine qui a été mariée de force, la fonction de l'ami de votre frère qui a contribué à votre fuite du village et la manière dont votre oncle se comportait avec vos soeurs et vous, par rapport à ce qui a été retranscrit lors de votre entretien personnel au CGRA le 1er octobre 2018. Ces précisions et modifications ne sont pas de nature à pallier le caractère invraisemblable, inconsistent et incohérent de vos dépositions et de permettre au CGRA de tenir pour établis les faits que vous invoquez à la base de votre demande de protection internationale, à savoir les menaces d'être mariée de force, votre séquestration de deux semaines par vos oncles et votre conversion au christianisme.

Par ailleurs, l'article 48/4, §2, c) de la loi du 15 décembre 1980 dispose que des menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil, en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international peuvent être considérés comme une atteinte grave pouvant donner lieu à l'octroi du statut de protection subsidiaire. Or, il ne ressort pas des informations à la disposition du CGRA, jointes au dossier administratif (COI Focus Côte d'Ivoire Situation sécuritaire 9 juin 2017), que la situation qui prévaut actuellement en Côte d'Ivoire puisse s'analyser comme une situation de « violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international » au sens de l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980.

Au vu de ce qui précède, le Commissariat général est dans l'impossibilité de conclure qu'il existe, en votre chef, une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève de 1951 ou des motifs sérieux de croire en l'existence d'un risque réel d'encourir des atteintes graves telles que mentionnées dans la définition de la protection subsidiaire.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.»

2. La requête

2.1. La partie requérante confirme pour l'essentiel l'exposé des faits figurant dans les décisions entreprises.

2.2. Elle invoque notamment la violation de l'article 1^{er}, section A, § 2 de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés (ci-après dénommée la Convention de Genève), modifié par l'article 1^{er}, § 2, de son Protocole additionnel de New York du 31 janvier 1967 et des articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la loi du 15 décembre 1980).

2.3. La partie requérante conteste en substance la pertinence de la motivation de la décision attaquée au regard des circonstances de fait propres à l'espèce.

2.4. Elle demande au Conseil du contentieux des étrangers (ci-après dénommé le Conseil) de reconnaître la qualité de réfugiée à la requérante.

3. Les documents déposés

3.1. La partie requérante annexe à sa requête un certificat de grossesse, deux attestations de suivi psychologique d'Ulysse des 22 mars et 5 octobre 2018, un article de 2018 sur la perspective des élections présidentielles de 2020, un article de 2017 sur la situation sécuritaire en Côte d'Ivoire, un

rapport de 2014 sur la traite des êtres humains, deux articles sur les élections locales de 2018, ainsi qu'un article de 2018 sur le meurtre d'une jeune femme.

3.2. À l'audience, la partie requérante fournit une note complémentaire comprenant la copie d'un acte de naissance du fils de la requérante (pièce 12 du dossier de la procédure).

3.3. À l'audience, la partie défenderesse fournit un document du 25 octobre 2018 du Centre de documentation du Commissariat général (ci-après dénommé Cedoca), intitulé « Côte d'Ivoire - Le mariage forcé » (pièce 13 du dossier de la procédure).

4. Les motifs de la décision attaquée

La décision entreprise refuse de reconnaître une protection internationale à la requérante au motif que les faits invoqués par la requérante manquent de crédibilité. Enfin, les documents sont jugés inopérants.

5. L'examen du recours

5.1. Le Conseil rappelle, que dans le cadre d'un recours en plein contentieux, il jouit d'une compétence de pleine juridiction, ce qui signifie qu'il « soumet le litige dans son ensemble à un nouvel examen et qu'il se prononce, en tant que juge administratif, en dernière instance sur le fond du litige, ayant la compétence de réformer ou de confirmer les décisions du Commissaire général [...], quel que soit le motif sur lequel le Commissaire général [...] s'est appuyé pour parvenir à la décision contestée. [...] Le Conseil n'est dès lors pas lié par le motif sur lequel le Commissaire général [...] s'est appuyé pour parvenir à la décision : la compétence de « confirmation » ne peut clairement pas être interprétée dans ce sens. Ainsi, le Conseil peut, soit confirmer sur les mêmes ou sur d'autres bases une décision prise par le Commissaire général [...] soit la réformer [...] » (v. Projet de loi réformant le Conseil d'Etat et créant un Conseil du Contentieux des étrangers, Exposé des motifs, Doc. parl., Ch. repr., sess. ord. 2005-2006, n° 51 2479/001, p. 95).

5.2. À la lecture de l'ensemble du dossier administratif et de procédure, le Conseil considère qu'il ne peut pas se rallier à l'entière motivation de la décision attaquée, dont plusieurs motifs manquent de pertinence ou s'avèrent trop exigeants eu égard au profil particulièrement vulnérable de la requérante. Le Conseil considère que la lecture des notes de l'entretien personnel de la requérante au Commissariat général ne permet pas une analyse aussi catégorique que celle à laquelle a procédé la partie défenderesse. Par ailleurs, la requête introductive d'instance apporte certaines explications satisfaisantes à d'autres motifs de la décision entreprise.

Ainsi, le Conseil estime non pertinent l'argument de la partie défenderesse considérant qu'il n'est pas vraisemblable que le père de la requérante n'ait pas pris ses dispositions pour empêcher le mariage forcé de celle-ci après sa mort

Concernant les méconnaissances par la requérante de son mari forcé, le Conseil relève que la requérante a fui un peu plus d'un mois après l'annonce du mariage forcé et que durant ce mois, elle a été séquestrée durant deux semaines ; il n'est donc pas invraisemblable que la requérante ne puisse pas livrer des informations précises à l'égard de son mari forcé qu'elle n'a finalement côtoyé que deux semaines.

En outre, la requête précise que la requérante a vécu avec sa mère et ses deux sœurs sans l'aide de la famille paternelle après le décès du père et que ce n'est que deux mois après la mort de sa mère que la requérante a fait l'objet d'une tentative de mariage forcé. Dès lors, il ne peut pas être reproché à la requérante de ne pas avoir fui rapidement son pays d'origine, le décès de sa mère le 3 août 2015 ayant activé la crainte de mariage forcé qui pesait sur elle.

Quant aux circonstances de la séquestration de la requérante, si celle-ci ne s'est pas montrée très précise, elle a néanmoins fourni certaines informations qui permettent de considérer que cette séquestration n'est pas invraisemblable.

5.3. La requête insiste encore sur les éléments qu'elle estime non contestés par la partie défenderesse pour faire valoir l'application de l'article 48/7 de la loi du 15 décembre 1980, à savoir les meurtres du père et du frère de la requérante, qui n'avaient pas d'engagement politique et qui ont été

assassinés en raison de leur ethnie. Elle fait valoir que les tensions ethniques subsistent actuellement en Côte d'Ivoire et qu'il y a de bonnes raisons de croire que les persécutions risquent de se reproduire à l'égard de la requérante.

5.4. Le Conseil observe ensuite que la requérante présente un profil particulièrement vulnérable dont il faut tenir compte ; elle est analphabète, provient d'un village rural traditionnel et bénéficie d'un suivi psychologique vu sa fragilité personnelle, laquelle est étayée par deux attestations psychologiques. La requérante indique également avoir été victime de la traite des êtres humains durant son trajet migratoire.

Le Conseil estime que la prise en compte de cet état particulier doit conduire à apprécier le récit de la requérante avec prudence, tant au niveau des précisions qu'elle a été capable de donner, qu'en ce qui concerne les lacunes dans ses propos. En l'espèce, la partie défenderesse s'est contentée de relever des lacunes, dont certaines, à la lumière du contexte allégué et de l'état psychologique de la requérante, s'avèrent insuffisantes et elle n'a pas tenu compte des précisions données par la requérante à d'autres égards.

Par ailleurs, s'il subsiste des lacunes ou des imprécisions dans le récit de la requérante, le Conseil considère ces lacunes comme insuffisamment significatives eu égard à l'ensemble de son récit d'asile et rappelle que sous réserve de l'application éventuelle d'une clause d'exclusion, la question à trancher au stade de l'examen de l'éligibilité au statut de réfugié se résume en définitive à savoir si le demandeur a ou non des raisons de craindre d'être persécuté du fait de l'un des motifs visés par la Convention de Genève. Si l'examen de crédibilité auquel il est habituellement procédé constitue, en règle, une étape nécessaire pour répondre à cette question, il faut éviter que cette étape n'occulte la question en elle-même. Dans les cas où un doute existe sur la réalité de certains faits ou la sincérité du demandeur, l'énoncé de ce doute ne dispense pas de s'interroger *in fine* sur l'existence d'une crainte d'être persécuté qui pourrait être établie à suffisance, nonobstant ce doute, par les éléments de la cause qui sont, par ailleurs, tenus pour certains.

En l'espèce, le Conseil estime que ce doute doit profiter à la requérante et qu'il permet de conclure que la requérante établit à suffisance qu'elle éprouve une crainte de persécution en cas de retour en Côte d'Ivoire en raison d'une crainte de mariage forcé, dans un contexte de violences interethniques.

5.5. Par conséquent, il convient d'octroyer à la requérante la protection internationale sollicitée. Dans le présent cas d'espèce, la requérante a des raisons de craindre d'être persécuté du fait de son appartenance au groupe social des femmes.

5.6. Dès lors, il y a lieu de réformer la décision attaquée. La partie requérante établit qu'elle a quitté son pays d'origine et en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 1^{er}, section A, 2^o, de la Convention de Genève.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

La qualité de réfugiée est reconnue à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le dix septembre deux mille dix-neuf par :

M. B. LOUIS, président f.f., juge au contentieux des étrangers,

Mme M. PILAETE, greffier assumé.

Le greffier, Le président,

M. PILAETE

B. LOUIS